

Communiqué sur la rencontre des représentants des partis communistes et des gouvernements (Budapest, 4 janvier 1957)

Légende: Du 1er au 4 janvier 1957, des représentants des partis communistes et ouvriers et des gouvernements de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Roumanie, de l'Union soviétique et de la Tchécoslovaquie se réunissent à Budapest pour discuter de l'actualité internationale ainsi que des conséquences de l'insurrection hongroise d'octobre 1956.

Source: U.R.S.S.. Bulletin édité par le bureau soviétique d'information à Paris. 07.01.1957, n° 1 027. Paris.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/communique_sur_la_rencontre_des_representants_des_partis_communistes_et_des_gouvernements_budapest_4_janvier_1957-fr-665ea34d-14e1-4a15-92eb-8dodb23d27c7.html



Date de dernière mise à jour: 12/04/2023

Communiqué sur la rencontre à Budapest des représentants des partis communistes et ouvriers et des gouvernements de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Roumanie, de l'Union soviétique et de la Tchécoslovaquie (4 janvier 1957)

Sur l'invitation du gouvernement hongrois révolutionnaire des ouvriers et des paysans et de la direction du Parti Socialiste Ouvrier hongrois, les représentants du Parti communiste bulgare et du gouvernement de la République Populaire de Bulgarie, les camarades Jivkov et Damianov, du Parti ouvrier roumain et du gouvernement de la République Populaire roumaine, les camarades Gheorgiu Dej, Moghioros et Borila, du Parti communiste de l'Union soviétique et du gouvernement soviétique, les camarades Khrouchtchev et Malenkov, du Parti communiste tchécoslovaque et du gouvernement de la République tchécoslovaque, les camarades Novotny et Siroky, sont arrivés à Budapest le 1^{er} janvier.

Du 1^{er} janvier au 4 janvier se sont déroulées des réunions entre représentants des partis, et des gouvernements ci-dessus mentionnés. Y ont pris part : les camarades Jivkov et Damianov (Bulgarie), les camarades Kadar et Muennich (Hongrie), les camarades Gheorgiu Dej, Moghioros et Borila (Roumanie), les camarades Khrouchtchev et Malenkov (U.R.S.S.) et les camarades Novotny et Siroky (Tchécoslovaquie).

Durant ces réunions eurent lieu des échanges d'opinions fraternels et amicaux sur nombre de questions d'intérêt politique et économique et sur des questions concernant la vie des partis, présentant un intérêt commun, ainsi que sur plusieurs problèmes internationaux de caractère urgent.

Les participants à ces réunions se sont fournis mutuellement des renseignements sur la situation dans leurs pays et dans leurs partis.

Il a été noté avec satisfaction que la Bulgarie, la Roumanie, l'Union soviétique, la Tchécoslovaquie et tous les pays socialistes ont accompli des progrès considérables dans la construction du socialisme et du communisme. L'économie nationale hongroise se développait avec succès dans la voie socialiste. Mais ce développement a été interrompu par l'attaque des forces contre-révolutionnaires. Actuellement, les forces contre-révolutionnaires étant écrasées, l'économie socialiste hongroise reprend avec assurance sa marche en avant et progresse. L'année dernière, les pays du camp socialiste ont pleinement réalisé leurs plans économiques, accompli une nouvelle étape pour le mieux-être de leurs populations et obtenu des niveaux plus élevés dans les domaines de la culture, de la science et de la technique. Les peuples de ces pays se sont encore unis plus étroitement autour de leurs partis communistes et ouvriers et de leurs gouvernements, sous le grand drapeau du marxisme-léninisme.

La conclusion de tous les participants à cette réunion a été la suivante : la tentative de détruire le régime de démocratie populaire et d'abolir les conquêtes socialistes du peuple hongrois a été repoussée grâce à l'effort des travailleurs hongrois conduits par le gouvernement révolutionnaire hongrois des ouvriers et des paysans et avec l'aide des troupes soviétiques. Le danger de l'instauration d'une dictature fasciste en Hongrie a disparu et les plans de la contre-révolution intérieure et des milieux réalistes agressifs de faire de la Hongrie un dangereux foyer d'une nouvelle guerre en Europe ont été mis en échec.

Une riposte énergique a été infligée aux tentatives des milieux impérialistes pour saper l'unité du camp socialiste.

Les représentants des Partis communistes et ouvriers et des gouvernements qui ont participé à la rencontre ont exprimé leur satisfaction de la normalisation en cours de la situation politique et de la vie économique de la Hongrie. Toutes les forces démocratiques saines du pays, avec, à leur tête, la classe ouvrière, s'unissent toujours davantage autour du gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan hongrois et du Parti Socialiste Ouvrier hongrois, soutiennent leurs mesures politiques et économiques, se prononcent activement contre les éléments anti-populaires qui mènent sur les indications de la propagande impérialiste une activité de sape et de provocation parmi la population. Les paysans hongrois, qui n'ont pas succombé aux provocations de la propagande contre-révolutionnaire et impérialiste et qui ont repoussé les tentatives de restauration de la grande propriété foncière dans la campagne hongroise travaillent normalement. La partie des travailleurs hongrois qui avaient été trompés par les mots d'ordre démagogiques, provocateurs et nationalistes de la

contre-révolution, prend de plus en plus conscience d'avoir été dupée et voit à présent que le sang des meilleurs fils du peuple hongrois qui sont tombés victimes de la terreur des bandes contre-révolutionnaires a été le prix de cette tromperie et des actes de la contre-révolution. Les travailleurs de Hongrie réalisent de plus en plus la nature funeste de la route sur laquelle les forces hostiles au régime de démocratie populaire et à la cause du socialisme avaient essayé de les pousser.

La classe ouvrière de Hongrie, la paysannerie et les intellectuels jugent correctement la situation dans le pays et les tâches qui se posent au peuple hongrois et au gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan. Les travailleurs de Hongrie comprennent de plus en plus que seuls la mise en ordre de la production, d'une vie économique normale, l'essor de l'économie nationale du pays, l'élévation de la productivité du travail dans l'industrie et l'agriculture, l'abaissement du prix de revient de la production et l'accumulation des ressources pourront garantir l'élévation du bien-être du peuple et le renforcement de la Hongrie démocratique populaire.

Au cours des échanges de vues, les participants aux rencontres y ont noté que les communistes hongrois serrent plus étroitement leurs rangs et font tous leurs efforts pour raffermir le régime de démocratie populaire, édifier le socialisme en Hongrie et développer des relations étroites et amicales avec tous les pays du camp socialiste.

Les représentants de la Bulgarie, de la Roumanie, de l'U.R.S.S. et de la Tchécoslovaquie, ont assuré les camarades hongrois que les peuples de leurs pays accorderont tout leur appui et toute leur aide au gouvernement révolutionnaire hongrois des ouvriers et des paysans et au Parti Socialiste Ouvrier de Hongrie en vue du renforcement de l'Etat de démocratie populaire, de la garantie de son indépendance et de sa sécurité contre les atteintes des forces impérialistes agressives.

Les participants à la réunion ont échangé leurs vues sur la déclaration de l'Union soviétique du 30 octobre 1956 et ont exprimé leur conviction unanime que cette déclaration du gouvernement soviétique est entièrement en accord avec les intérêts du renforcement des relations amicales entre les pays socialistes sur la base du respect des principes léninistes d'égalité en droit et de respect des intérêts de chaque peuple et de non-ingérence réciproque dans les affaires intérieures et des principes de l'internationalisme prolétarien.

Les représentants des pays en question ont constaté avec satisfaction que les principes inclus dans la déclaration sont appliqués avec succès dans la pratique des relations entre les Etats socialistes, ce qui contribue à la cohésion du camp socialiste, au progrès continu de l'édification économique et culturelle dans les pays du socialisme, au renforcement de l'amitié et au développement de l'entraide fraternelle entre leurs peuples.

A la suite d'un échange de vues sur les questions actuelles de la situation internationale, les participants de la rencontre ont noté que celle-ci a récemment empiré du fait de l'action des milieux agressifs des Etats occidentaux qui tentent de replonger le monde dans la « guerre froide ». L'agression anglo-franco-israélienne contre l'Egypte et l'action des milieux impérialistes en Hongrie en témoignent.

La tension internationale s'est accrue également par l'action des Etats-Unis qui ont renouvelé leurs efforts en vue d'asservir les pays du Proche et du Moyen-Orient. Ces ambitions colonialistes des Etats-Unis ont trouvé leur expression dans la prétendue « doctrine Eisenhower-Dulles ». Un élément de cette « doctrine », ce sont les pouvoirs spéciaux conférés au Président des Etats-Unis lui permettant d'employer les forces armées américaines dans le Proche et le Moyen-Orient selon sa volonté. Une ingérence flagrante du capital monopoliste américain et de ses milieux militaristes dans les affaires des pays du Proche et du Moyen-Orient ferait renaître une grave tension dans cette région qui a récemment été le théâtre d'opérations militaires provoquées par l'agression contre l'Egypte.

Toute responsabilité d'aggravation de la situation dans le Proche et le Moyen-Orient, comme tout ce qui s'ensuivrait, reposerait dans ce cas sur les Etats-Unis d'Amérique. L'intérêt des peuples du Proche et du Moyen-Orient et le maintien de la paix et de la sécurité dans cette région exigent que tous les Etats fassent en sorte que se trouvent liquidées les conséquences de l'agression contre l'Egypte et que soient interdites

toute ingérence extérieure dans les affaires des Etats du Proche et du Moyen-Orient et toute violation de leur souveraineté et de leur indépendance.

Les Etats socialistes, qui défendent invariablement la cause de la paix entre les peuples, font tout ce qui est en leur pouvoir pour éviter un retour à la « guerre froide ». Ils sont pleinement résolus à utiliser les forces du régime socialiste et leur influence pour faire échouer les tentatives des milieux agressifs en vue d'accroître la tension internationale, d'accélérer la course aux armements et d'attiser la psychose de guerre. Ils sont fermement convaincus que toutes les possibilités d'améliorer les relations entre Etats et de garantir une véritable sécurité des peuples sont loin d'être épuisées.

Des mesures pratiques en matière de réduction des armements et des forces armées des Etats et d'interdiction d'armes aussi dangereuses et destructrices que les armes atomiques et à hydrogène seraient d'une exceptionnelle importance dans les circonstances présentes. La création d'un système de sécurité collective en Europe répondrait aux intérêts de la sécurité de tous les peuples européens, ainsi que de tous les peuples du monde.

Les participants à la conférence ont exprimé leur ferme conviction que tous les Etats socialistes s'uniront encore davantage, défendront leur unité indestructible et repousseront toutes les tentatives visant à ébranler et affaiblir le camp socialiste.